

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Folie logique

Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous ne puissiez pas le dire.

A. Rouet, alias Jean Rûf
«Le Radical absolu», © Oleyres, 1986

Le sociologue Geoffroy de Lagasnerie, invité le 30 septembre par France Inter, s'est déclaré opposé par principe à débattre avec ceux dont les idées sont *intolérables* – ce qui, vu son intransigeance sectaire, risque de lui laisser fort peu d'interlocuteurs dignes de ce nom. Son intention proclamée est de *reproduire un certain nombre de censures pour rétablir un espace où les opinions justes prennent le pouvoir sur les opinions injustes*. Il mitraille le téléspectateur de formules mêlant les jargons sociologique et marxiste, *produire des fractures, paradigmes irréconciliables, ordre de l'antagonisme*, censées donner un tour «scientifique» à sa pensée bellicieuse et sommaire.

Si choquante soit-elle, cette mise à plat sans équivoque doit être saluée et gardée en mémoire. Elle dit la vérité sur la façon dont l'extrême-gauche conçoit l'usage de la liberté d'expression de ses adversaires. Ce n'est certes pas nouveau. Au début des années 1970, lors d'un débat public entre je ne me rappelle plus quel groupe extrémiste et le mouvement modéré «Uniréforme», des activistes avaient débranché le micro au moment où un représentant de cette tendance allait

s'exprimer, geste cyniquement contradictoire, de la part d'individus qui ne cessaient d'en appeler au «dialogue»! Mais on sait depuis MM. Cohn-Bendit et Zisyadis que le culot est l'outil de base de l'extrême-gauchiste. L'intéressant, avec Lagasnerie, c'est qu'il ne censure pas sournoisement: il avoue, il trompette, il théorise même sa volonté de censurer.

Bien entendu, l'extrême-gauche n'est pas la seule à vouloir faire taire ses opposants.

Aux yeux de tout militant révolutionnaire, la revendication de la liberté d'expression vise uniquement à déstabiliser les autorités. C'est une manœuvre efficace, et probablement jubilatoire, que de mettre les élus sur la défensive en retournant contre eux les principes libéraux dont ils se prévalent. Mais dès qu'il détient lui-même ne serait-ce qu'une parcelle de pouvoir, le révolutionnaire l'utilise pour faire taire ses adversaires. La contradiction ne le gêne en rien. Il reprend à son compte la fameuse formule attribuée au traditionnaliste Louis Veuillot, lequel s'adressait d'ailleurs lui aussi aux libéraux, mais du point de vue opposé: «Quand je suis le plus faible, je vous demande la liberté, parce que c'est votre principe; mais quand je suis le plus fort, je vous l'ôte, parce que c'est le mien.»

Dès qu'il détient une parcelle de pouvoir, le révolutionnaire l'utilise pour faire taire ses adversaires.

Lagasnerie est à la pointe de cette gauche qui ne supporte pas de voir, depuis quelques années, des essayistes à succès, français, canadiens ou romands, contester ses dogmes déconstructionnistes, égalitaires, hédonistes et dirigistes. Cette gauche, affolée à l'idée de perdre la maîtrise idéologique, de perdre la face aussi, peut-être, lors d'un débat contradictoire, recourt fébrilement à une censure tous azimuts dans les parlements, les médias, le monde académique et sur le net. Cet effort de censure s'exerce directement, par la loi, ou indirectement, par mille pressions plus ou moins explicites enjoignant aux propriétaires de journaux, aux directeurs de collège et aux recteurs d'université d'empêcher que quiconque franchisse la fameuse «ligne rouge».

Il est vrai que la déferlante des réseaux sociaux a ouvert la porte à de nouveaux abus, de nouvelles accusations fantaisistes, de nouveaux mensonges, de nouveaux complots, de nouveaux infiltrés, de nouveaux délateurs. C'est le devoir de l'Etat de cadrer ces nouveautés qui vont un peu dans tous les sens, de les interdire si elles contreviennent aux lois... et s'il le peut. Mais on constate que chacune des mesures qu'il prend, que chacune des pressions exercées à chaud dans le but de «moraliser» la vie publique restreint un peu plus la possibilité d'un débat franc sur

les thèmes politiques et sociétaux un peu chauds.

Pour que le dialogue ait un intérêt, il vous faut admettre que votre interlocuteur est un esprit libre qui peut avoir raison sur un point ou sur un autre, admettre aussi que vous n'avez pas forcément raison sur tout et que, parfois, c'est justement une empoignade avec des idées *intolérables* qui vous permettra d'assurer, de compléter ou de rectifier vos positions. C'est l'attitude réaliste, qui consiste à mettre en premier la réalité et en second l'homme qui s'efforce de la connaître et sait d'expérience que la vérité vient souvent du choc des idées. L'idéologue fait l'inverse: Lagasnerie place son moule idéologique sur la réalité: ce qui n'y entre pas n'est que mensonge.

Comme tous les fanatiques d'une idéologie, il prétend que la sienne donne une explication complète, parfaite et définitive de la réalité. Le débat ne peut avoir lieu que sur la manière la plus efficace de l'imposer à tous. Les idées qui la contredisent, ou simplement qui prétendent se développer en dehors de son *paradigme*, sont objectivement fausses et n'ont objectivement aucun intérêt. Tout au plus peuvent-elles égarer les esprits faibles et les incultes. L'idéologue se trahirait lui-même s'il attendait un quelconque apport positif d'une confrontation avec ces idées. L'idéologie est une folie logique, Lagasnerie s'y plie logiquement.

Olivier Delacrétaz

La dépense et la démographie

Le projet de budget vaudois pour 2021 prévoit une augmentation des dépenses courantes (sans les dépenses d'investissement) de 232 millions de francs, soit 2,3%. C'est ce que le Conseil d'Etat appelle «une croissance maîtrisée». Disons plutôt que l'Etat assure ainsi le confort de son administration, à défaut de contribuer à la santé de ses finances. Cela d'autant plus que le projet n'inclut aucune charge qui pourrait résulter d'une «deuxième vague» de l'épidémie «coronarienne» – ce qui est certes compréhensible vu l'incertitude, mais peut faire craindre une péjoration.

En revanche, les revenus n'augmentent que de 0,9%. Les recettes fiscales, affectées par une baisse d'un point du coefficient d'impôt décidée naguère et par le ralentissement économique de 2020 qui étiole les rentrées, devraient diminuer de 57 millions, soit 1% de ce poste. Il en résulte un déficit de 163 millions de francs, qui ne rompt juste pas le «petit équilibre» (sans l'amortissement des dépenses d'investissement), mais qui ne doit pas être pris à la légère après

un exercice 2020 qui sera sans doute difficile.

Le confort dépensier se manifeste à peu près dans tous les domaines. Les mille et un ruisseaux par où s'écoule l'argent des contribuables restent largement irrigués, à coup de 2 millions supplémentaires par ci, de 12 millions par là, de 45 millions dans le social. Le rééquilibrage des rapports financiers entre l'Etat et les communes, à raison d'une première tranche de 40 millions, ne représente que 0,4% des dépenses totales. On constate donc que les charges courantes s'accroissent sans égard aux moyens disponibles, ni à l'inflation, nulle, ni à l'évolution démographique probable: l'augmentation de la population était inférieure à 1% ces dernières années et devrait être encore moindre actuellement.

Les dépenses de personnel sont en hausse de 2,5% (+350 postes), dont 223 postes dans l'enseignement primaire, secondaire et secondaire supérieur (sans l'Université et les autres hautes écoles). Cette augmentation est

particulièrement surprenante, car la démographie scolaire est à la baisse depuis plusieurs années et il serait étonnant que la tendance s'inverse l'an prochain.

Voyons les chiffres de plus près. Les volées nées dans la dernière décennie du XX^e siècle étaient de 10'000-11'000; celles de la première décennie du XXI^e siècle, de 9'000-10'000; celles de la décennie finissante, de 8'000-9'000. D'après les données démographiques générales, le nombre d'élèves en âge de scolarité obligatoire et post-obligatoire, jusqu'au diplôme ou au baccalauréat, a diminué de quelque 1'300 entre 2019 et 2020. Une éventuelle augmentation de l'effectif des gymnasiens, les jeunes gens préférant rester sur les bancs d'école que d'entrer dans un métier en ces temps d'incertitude économique, pourrait porter sur quelques centaines d'individus seulement. Le Conseil d'Etat est donc prié d'expliquer pourquoi le nombre des enseignants augmente alors que celui des élèves diminue.

Le Grand Conseil se doit d'exercer une vigilance critique. L'assainissement

des finances cantonales obtenu au cours d'une quinzaine d'années a été l'effet de la prospérité et donc de l'abondance des ressources fiscales, et nullement d'une politique de «maîtrise» de la dépense courante. Aujourd'hui, l'économie vacille; du côté des finances de l'Etat, on voit enfin que le roi est nu. Ne rentrons pas dans le cercle vicieux.

Jean-François Cavin

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier

CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Occident express 67

Nos deux voitures gisaient sur la chaussée comme deux chevreuils éventrés. J'avais dans un moment d'inadvertance laissé la mienne se déporter sur la droite et défoncer celle garée le long du mur de pierres sèches. Il faisait une chaleur tout à fait normale pour une belle journée de fin juillet vers l'heure du déjeuner sur l'île de Hvar, c'est-à-dire qu'on était aplati par un soleil luciférien. Portant beau sa soixantaine finissante, le propriétaire du défunt tas de ferraille qui n'attendait que ce coup du sort pour s'en aller au paradis des autos était hors de lui. Je l'ai laissé lever les mains au ciel, secouer la tête, convoquer abondamment la mémoire de sa mère et des outrages qu'il promettait de lui faire subir; Gérard Jugnot récitant du Michel Audiard n'aurait pas fait mieux. Puis est arrivé le flic. Impeccable sur sa puissante BMW 1200, il était fièrement engoncé dans une épaisse combinaison en cuir bien ajustée dont la seule vision me fit transpirer un bon déci de plus. Or j'avais des plaques belgradoises et nous étions en Croatie, et j'ai tout de suite repéré l'autocollant sur le pare-brise de la moto: «Association des motards de la police vétérans de la Guerre Patriotique». Je m'imaginai déjà, tel Pierre au soir du Vendredi, reniant ma serbitude et clamant ma suissitude à quelques pandores éméchés et bedonnants qui me finissaient à coups de talons dans un caniveau, tandis que j'entendais au loin, en hoquetant mon dernier souffle, chanter le coq. Nous étions tous les trois abrités par une épaisse treille et j'avais opté pour

un silence neutre et acquiesçant dans une imitation peu convaincante de Clint Eastwood. L'autre n'en finissait pas de rugir et de soupirer; il lui restait encore plusieurs pages de scénario. Après quelques minutes de ce spectacle, ayant entendu nos deux versions, le flic s'est déboutonné et s'est nonchalamment assis sur le muret. Retirant de sa poche une blague à tabac et du papier à cigarettes, il a livré à la partie adverse, tout en roulant sa cibiche, une interprétation tout à fait convaincante de Lino Ventura: «Mon vieux, tu es tout à fait hystérique, laisse-moi te le dire. Si si, tu es hystérique. N'insiste pas. Le monsieur (moi, silencieux) a tout admis, il nous a appelés, regarde-le, il ne va nulle part. Donc tu vas te calmer parce que, si tu ne te calmes pas tout de suite, je me barre. Et débrouille-toi ensuite pour régler cette affaire tout seul. Donc maintenant je vais me fumer une petite cigarette et quand j'aurai fini tu seras tranquille et on va solutionner tout ça.» Le gaillard avait dégrisé aussi sec. Il s'est même mis à me remercier d'avoir appelé les gendarmes. Le règlement de comptes à OK Corral était soudainement reporté. Le motard nous a donné le choix entre trois possibilités de la plus légale à la plus commode, et nous avons choisi quelque chose à mi-chemin, à la satisfaction générale. Pour l'honneur de mon pays, je n'ai pas fait l'insulte à qui-conque de proposer une compensation financière, et puis nous sommes repartis comme nous étions venus. Remis de mes émotions, il m'a semblé voir dans cette aventure une assez parfaite combinaison

de deux cultures dans ce qu'elles ont de meilleur: dans la culture d'ici, celle des Balkans, faute à un système qui ne l'est pas encore, le facteur humain est encore prépondérant. Autrement dit, on peut toujours causer, on n'a pas en face de soi des robots, mais des êtres corruptibles autant que sensibles et parfois animés d'un sens pratique éprouvé. En Suisse, on aurait réglé tout cela plus vite, selon les règles, les lois et les exigences administratives, mais pas nécessairement pour le bénéfice réel des deux parties. Pour obtenir cet épilogue heureux toutefois, mon histoire dépendait également de ma culture occidentale, où l'on est habitué et encouragé à ne pas trop dissimuler,

à se savoir protégé par quelques lois, à ne pas fuir ses responsabilités. Le mortard a agi de cette façon car il a compris que je n'étais pas du genre à me défilier, que j'étais un étranger dans le bon sens du terme et que tout le monde pouvait profiter de cet état de fait. Cela nous a permis à tous les trois de rester raisonnables et courtois. Je mesure d'autant plus ma chance que ces avantages culturels relatifs ne sont qu'un moment dans le temps, un état de grâce rendu possible par des circonstances impermanentes, vouées à disparaître très vite à mesure que ces régions subissent, et pour leur bien malgré tout, une occidentalisation expresse.

David Laufer

Jojo Rabbit, ou la haine de la haine

En me promenant entre les rayons, masque sur le bec, je suis récemment tombé sur le dernier film de Taika Waititi: «Jojo Rabbit». Il est sorti en salle l'hiver passé, mais je n'avais pas eu le temps d'y jeter un œil; la machine commerciale a immédiatement fait effet et, comme par surprise, m'a contraint à ajouter la boîte en plastique dans mon caddie. Comme d'habitude, c'est devant mon paillason que l'absence de l'objet constituant la raison de mon détour en ville me frappa. Contrarié mais décidément flemmard je me résignai et insérai le DVD dans le lecteur. Les magasins seront toujours ouverts demain...

La comédie dramatique de Taika Waititi s'attaque à la haine sous toutes ses formes. Le film suit Johannes (Jojo), un enfant de la jeunesse hitlérienne, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce dernier, empreint de l'idéologie allemande de son temps, découvre que sa mère cache une jeune juive dans leur maison. Johannes évoluera alors entre ses sentiments et les positions qui lui sont imposées.

«Jojo Rabbit» suit un schéma narratif classique, les rebondissements sont prévisibles et le traitement de la haine, et plus précisément du nazisme, sont très superficiels. Ici pas de réflexions profondes sur l'être humain, le bien et le mal, etc. Les méchants sont très méchants et les gentils très gentils. Sur le fond «Jojo Rabbit» rate le coche en se présentant comme un film contre la haine. Faire du «méchant» un

personnage sans la moindre nuance (exception faite pour le *Captain K*) et, pire encore, éviter toute réflexion à l'égard de ses propos constitue une fermeture au dialogue et pousse le spectateur à la haine. L'inverse eût été malvenu, néanmoins le message eût été plus intéressant si les personnages avaient plus de profondeur. Une fois ce constat passé, force est d'admettre que «Jojo Rabbit» est très sympathique. Ambiance décontractée, humour agréable, le film est même plutôt beau et les musiques, grands classiques de la pop culture traduits en allemand, s'intègrent bien aux scènes.

Si le film ne brille pas par son scénario ou ses rebondissements, il trouve son originalité en faisant usage d'un ami imaginaire, sous la forme d'Hitler, suivant les aventures de Jojo. L'alchimie entre les deux personnages est savoureuse et ajoute une touche amusante au film. Il est aussi à noter que le jeu entre les adultes et les enfants, voire l'inversion de leurs rôles respectifs est assez réussi. Que ce soit par l'échelle de taille des personnages, leurs placements dans le cadre (la tête d'un protagoniste à hauteur des pieds de l'autre, etc.) ou leurs comportements et visions du monde.

Au final «Jojo Rabbit» est un *feel good movie*. Il se regarde n'importe quand avec n'importe qui. Il n'offensera personne et amusera son public tout en restant en superficie de problèmes plus complexes. A défaut de réelle force, l'œuvre de Taika Waititi reste une expérience agréable.

Simon Laufer

Dans la crise sanitaire que nous vivons, les autorités en font-elles trop?

La pression peut provoquer de l'emballement, mais cette maladie est sérieuse et provoque de vraies souffrances et tragédies. Comme syndicat, nous nous sommes engagés pour que les travailleurs à risque soient protégés. Mais nous nous battons aussi pour que l'économie ne s'effondre pas et que les salaires soient payés à la fin du mois. On ne peut pas faire comme si la Suisse ne vivait que pour la santé de ses citoyens. Comme parlementaire, j'essaie de soutenir les autorités, tout en invitant à ne pas trop utiliser l'arme de la peur. Des précédentes alarmes sanitaires de l'OMS, j'ai retenu qu'il faut garder une distance critique. Car autour de ces crises gravitent des gens qui poursuivent aussi leurs intérêts propres. [...] Je comprends la problématique des ministres de la Santé, pour l'avoir été. C'est être dans une situation où vous pouvez devoir répondre devant un tribunal en cas de surmortalité. Cette judiciarisation est légitime dans certains cas, mais elle va aussi parfois trop loin. [...]

Les scientifiques ont-ils pris le pouvoir?

Ils agissent de bonne foi. Mais les scientifiques, les médecins, les experts aussi ont des intérêts, des préoccupations, des obsessions et de multiples contradictions. L'expertocratie, ça ne marche pas. Les décisions reviennent aux politiques, qui doivent s'abstraire de la seule vision médicale qui ne rend pas compte de la complexité des choses. Quand vous voyez un cafetier qui pleure parce qu'on lui ferme son gagne-pain et l'œuvre de sa vie, il faut admettre son droit à demander au nom de quoi. L'argument suprême des vies sauvées a ses limites. Il est même indécent quand il est asséné sans preuve. Parce que sa vie et la nôtre perdent un peu de leur sens si, comme on peut le craindre, cette logique une fois installée ne s'en va plus. [...]

Pensez-vous qu'on abuse aujourd'hui du principe de précaution?

Dans un premier temps, sous le choc, tout le monde a adhéré. Car on a cru qu'il fallait changer nos comportements le temps de faire passer la vague. Mais une fois le virus ramené à basse circulation, les épidémiologistes ont expliqué qu'il fallait tenir plus longtemps, jusqu'au vaccin, peut-être au-delà. Or restreindre les comportements humains pendant plusieurs années, c'est une tout autre histoire!

Avec des conséquences malheureuses?

Cette crise renforce une tendance lourde. Celle qui nous tient toujours plus à distance les uns des autres. Les GAFA nous revendent sur écran l'amitié, la séduction, les socialisations dont nous jouissions gratuitement et entre nous. Je crois au contraire qu'il est bon d'apprendre en regardant un professeur dans les yeux, de se séduire face à face, de se réunir pour travailler ou militer. Aujourd'hui, des mesures de prudence sont nécessaires. [...] Ce qui est commun aux crises actuelles, c'est de considérer l'être humain comme une nuisance. C'était déjà le cas pour le climat. Désormais, les interactions humaines deviennent des vices en termes de santé publique. On moralise, on dit: «Si le virus revient, c'est notre faute ou celle des jeunes ou des voisins.» Le moment venu, il faudra résister à cette «nouvelle normalité». [...]

D'ailleurs, le ras-le-bol grandit. Jusqu'à quand la population va-t-elle tolérer les restrictions?

Disons qu'il ne faut pas s'étonner si ça commence à tanguer. Vivre masqués, sans poignées de main, avec des menaces de fermeture permanentes commence à peser. Mais la majorité de la population continue d'adhérer, parce qu'on insiste beaucoup sur la nécessité d'avoir peur. Il faut faire attention. Cette stratégie peut provoquer de violents retours de balancier.

Entretien avec Pierre-Yves Mailard, in *Le Temps*, 3-4 octobre 2020

Les producteurs de matériel de guerre, nouvelle cible du GSsA

Le 29 novembre prochain, le peuple et les cantons voteront sur deux initiatives populaires censées *moraliser* la vie économique. La première, «Entreprises responsables», fait déjà beaucoup parler d'elle. La seconde, «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre», commence tout juste à être débattue; il ne faut toutefois pas sous-estimer ses conséquences, qui iraient bien au-delà de ce que son titre laisse penser.

Cette initiative est l'œuvre du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). Elle demande que la Banque nationale suisse, les fondations et les institutions de prévoyance n'aient plus le droit d'investir directement ou indirectement dans les entreprises dont plus de 5% du chiffre d'affaires annuel provient de la production de matériel de guerre. La production d'armes de chasse et de sport ne serait pas concernée. Un engagement de la Confédération serait en outre exigé afin qu'une interdiction similaire puisse s'appliquer aux banques et aux assurances sur le plan suisse et international.

La fabrication d'armes est une conséquence, et non une cause, de la fâcheuse propension qu'ont les êtres humains à se faire la guerre. On n'aura donc pas la naïveté de croire

que cette initiative puisse atténuer les conflits qui ravagent le monde. En revanche, elle aurait des effets négatifs très concrets sur la capacité de la Suisse à maintenir son industrie de défense. Cette dernière ne permet certes pas de fabriquer toutes les armes défensives utilisées par l'armée – le débat sur les avions de combat le montre assez – mais elle contribue de manière décisive à réduire notre dépendance vis-à-vis de l'étranger et à renforcer notre capacité générale de défense. Cette première raison, à elle seule, suffit à rendre l'initiative inacceptable.

L'industrie d'armement n'est pas composée que de grandes entreprises entièrement vouées à une production militaire. Elle comprend également de nombreuses PME actives dans plusieurs secteurs, pour lesquelles le matériel de guerre représente une diversification bienvenue, voire indispensable. Le texte de l'initiative pointe du doigt toutes les entreprises qui réalisent plus de 5% de leur chiffre d'affaires dans le domaine militaire; combien sont-elles à en obtenir 6, ou 8, ou 10%, et qui verraient soudain se tarir leurs possibilités de financement? Le nombre d'emplois en jeu est sans doute plus important qu'on ne l'imagine et c'est une deuxième raison pour refuser cette initiative.

Enfin, il faut aussi envisager les effets d'un tel texte sur les activités de placements financiers menées par de nombreuses institutions, à commencer par les caisses de pensions. Il est facile de s'abstenir d'investir directement dans les grands groupes d'armement. Mais comment vérifier que les investissements indirects, dans des portefeuilles d'actions, soient totalement *purs* de toute composante militaire, même très minoritaire? Au mieux, cette législation serait

inapplicable; au pire, elle engendrerait un surcroît de bureaucratie et de contrôles en même temps qu'une restriction absurde de la liberté d'action des institutions. Tout cela pour quoi? Pour le seul plaisir d'une posture morale avantageuse, pernicieuse pour la capacité de défense de la Suisse et impuissante à réduire quelque conflit que ce soit. C'est une troisième bonne raison de voter NON.

P.-G. Bieri

Démocratie et inertie intellectuelle

Dans *La Nation*, nous faisons assez souvent la recension d'essais dont les auteurs se proclament *de droite* ou *de gauche*, à moins qu'ils ne se prétendent *au-dessus des partis* et aptes à dépasser une distinction *surannée*, mais qui tous sont indéfectiblement démocrates. Seule l'Action française fait exception, qui se réclame de la monarchie héréditaire.

La Nouvelle Droite et les populistes penchent vers la démocratie directe à la manière helvétique. Les *gilets jaunes* réclament le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Une partie de l'extrême-gauche et des écologistes visent la démocratie participative ou délibérative, avide d'assemblées générales (AG) interminables où les chefs et les *boomers* de plus de cinquante ans ne doivent pas se faire remarquer. Une autre partie de l'extrême-gauche est allergique au débat et réserve la démocratie aux minorités indigénistes, animalistes et LGBT, la majorité n'ayant qu'à se soumettre ou disparaître.

Les partis traditionnels (socialistes, radicaux, libéraux) plaident pour la démocratie représentative, parfois contrebalancée, comme en Suisse, par la démocratie directe.

Les néolibéraux du style Macron, assez répandus en Europe, veulent conserver une démocratie représentative de façade où les leaders et leur suite composée d'experts, de chercheurs et de journalistes tentent d'affermir le consentement des masses à la mondialisation, en leur promettant l'abondance matérielle, la santé, la paix, et toute une gamme de divertissements. Ce consentement est fabriqué grâce à la mainmise de l'Etat sur l'éducation, l'enseignement et les services sociaux. Le néolibéralisme étatique (sauf en économie) n'est jamais assez pédagogue et tente d'expliquer sa politique par tous les moyens de publicité et de propagande nécessaires à des masses incompétentes, trop grossières pour comprendre les subtilités du programme et la nécessité de garder le cap européen et/ou mondialiste. La propagande néolibérale progresse derrière le masque de la science, de l'expertise technique et de l'objectivité. Le mensonge et les *fake news* ne sont le fait que des populistes et des néofascistes. Comme le montre la situation française, le néolibéralisme actuel tourne au centralisme

européen écrasant et à la démocratie autoritaire, quitte à calmer les foules par quelque «Grand Débat National» vite oublié.

Au fond, nous ne souhaitons pas un mal affreux à la démocratie, notamment directe, mais nous ne la révérons pas.

Notre vie de tous les jours se déroule au sein de petites communautés: la famille, les classes des écoles, les pompiers, l'armée, les équipes sportives, les entreprises, les hôpitaux, etc. Celles-ci sont souvent conflictuelles. Le consensus n'y règne pas toujours. On ne les gouverne pas selon la stricte théorie démocratique, loin de là. En cas de coup dur, de difficultés et de litiges, le chef, ou une personne sage et expérimentée de son entourage, décide. La démocratie fonctionne dans un petit espace pacifié, où les gens se connaissent, où les mœurs établies sont durables et solides, dans une cité grecque, un canton suisse, un petit état américain, une commune. Deux passages célèbres du *Livre III* du *Contrat social* de l'impeccable démocrate Rousseau nous le confirment: *A prendre le terme dans la rigueur de l'acceptation, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit nombre soit gouverné [...]. S'il y avait un peuple de dieux (mais ni grecs ni romains, réd.), il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes.*

A tous ceux qui veulent «réinventer» la démocratie, nous recommandons d'élargir leur champ d'investigation et de faire preuve de la mobilité d'esprit qu'ils préconisent. Il y a d'autres régimes possibles qui ont tous des qualités et des défauts, qui peuvent tous se décomposer à leur manière: l'oligarchie, l'aristocratie, la tyrannie, la monarchie.

L'important est de se demander quel régime, ou quel régime mixte (les diverses variétés de démocratie pouvant se subordonner à une autre espèce de régime), peut convenir à telle communauté historiquement et spatialement donnée. Ce n'est pas une question d'originalité ou de «créativité», mais de conformité à ce qui existe.

Jacques Perrin

Le GSsA s'obstine... Nous aussi!

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a annoncé vouloir combattre par voie d'initiative populaire le modèle d'avion que le Conseil fédéral choisira à l'issue du processus de sélection. Le soir du vote, les caciques socialistes Pierre-Alain Fridez et Pierre-Yves Maillard ont critiqué cette idée. Le saucissonnage aurait ses limites. Le vert Fabien Fivaz a promis d'être attentif à ce que le modèle ne soit pas américain, mais le processus transparent et la dépense modérée.

La carte des résultats du vote montre que 14 cantons et 4 demi-cantons ont accepté le principe de l'acquisition. Les cantons opposés sont les cantons romands, le Tessin et les deux Bâle, soit six cantons et deux demi-cantons. Une initiative, rappelons-le, doit récolter la double majorité du peuple et des cantons. Si le vote sur l'initiative à venir du GSsA devait être le même que le 27 septembre, elle serait largement refusée.

En 2014 déjà, le Gripen, bien que rejeté par 53% de la population n'avait réuni que 12 cantons et demi-cantons contre lui. C'eût été insuffisant en cas d'exigence de double-majorité. L'initiative promise par le GSsA est donc mal partie et c'est tant mieux. Cette annonce est cependant piquante. En soumettant au peuple l'arrêté de planification, le Conseil fédéral cherchait précisément à éviter qu'une initiative ne soit lancée contre le projet porté par Armasuisse. Nous avons salué la manœuvre tout en mettant en garde contre le risque de prendre une

mauvaise habitude. Il s'agissait de ne pas introduire, à petits pas et dans la pratique, un référendum financier que la Constitution ne prévoit pas.

Nous aurons vraisemblablement quand même une initiative à traiter. Si la tactique du Conseil fédéral n'aura pas absolument fonctionné, elle fera au moins se dégager du GSsA un sale arrière-goût de reviens-y frustré.

Mais il faudra combattre cette initiative avec une force plus grande encore. Il n'y a aucune raison de penser que le PS soutiendrait soudain l'acquisition d'un avion de combat. Les socialistes torpilleront l'armée dès que l'occasion s'y prêtera. Leur nouvelle concurrence électorale avec les Verts les poussera à appliquer à la lettre leur programme abolitionniste.

Dans le Canton de Vaud, les efforts des milieux concernés doivent d'ores et déjà se concentrer sur cette prochaine bataille. Le résultat serré du vote du 27 septembre a révélé combien chaque effort pouvait être décisif. Merci à ceux qui l'ont fourni.

Félicien Monnier

Carnet rose

Nous partageons la joie de notre ami et collaborateur David Bochatay et de son épouse Suzanne, désormais parents d'une petite Agathe, née le 18 septembre.

Réd.

Honte & tee-shirt

Il y a un quart de siècle, dans le collège où j'enseignais, les élèves dont la tenue était jugée inconvenante étaient envoyés au secrétariat pour endosser un maillot de sport démodé, tiré d'un stock depuis longtemps inemployé par les maîtres d'éducation physique. Le coupable enfilait en récriminant le vêtement mal ajusté, généralement beaucoup trop grand, et revenait l'après-midi changé en conséquence. Qu'est-ce qui était incriminé? Essentiellement des inscriptions inacceptables: «Fuck», «I am horny», des images discutables, telle cette réunion de lapins agiles qui se livraient à mille plaisantes galipettes sur toute la surface textile, par-devant, par-derrière.

Vingt ans avant le cycle Pinchat à Genève, nous avions inventé le «tee-shirt de la honte». Il ne me semble pas que des parents aient protesté, et je crois plutôt qu'ils étaient satisfaits qu'on les seconde dans leurs efforts éducatifs. Par ailleurs, je n'ai pas souvenir que des adolescents aient dû recourir à un soutien psychologique pour surmonter l'atroce brimade. Quant aux enseignants, ils n'étaient pas à l'abri des remontrances de la direction: tel maître avait été rappelé à l'ordre pour s'être présenté en cycliste moulant devant sa classe; ou cette prof d'allemand qui promenait une confortable silhouette en leggings vert ou rose fluo. Il était convenu que l'école n'était pas un espace de liberté totale et qu'on ne pouvait pas toujours y porter les mêmes habits qu'à la maison.

Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus confuse et l'individu roi brandit ses droits imprescriptibles à s'habiller comme bon lui semble. La permissivité des mœurs accompagne ce mouvement qui exige une liberté

sans entraves. Naguère, on avait une tenue pour chaque activité et on s'apprêtait selon les circonstances, pour aller au restaurant, au concert, à un enterrement. Les gens de ma génération ont encore connu, enfants, l'inconfort des «habits du dimanche». L'effacement progressif des codes de la bienséance a ouvert la porte à la licence et à diverses revendications, aujourd'hui récupérées par un militantisme féministe agressif.

Un établissement scolaire genevois faisait porter, aux élèves habillés d'une manière jugée incorrecte, un maillot extra-large avec mention «J'ai une tenue adéquate». Des protestations, une manifestation, le tout relayé complaisamment par les médias d'ici et d'ailleurs (jusque dans le Dauphiné!) attisent la polémique. Des jeunes filles et des jeunes femmes agitent des pancartes: «L'humiliation n'est pas une forme d'éducation!!!»; «Le problème est dans votre regard de prédateur»; «Occupe-toi de ton sexisme plutôt que de ma tenue» ...

La correspondante de Radio Lac commente: «Elles ont dénoncé la sexualisation du corps de la femme. Et revendiqué le droit de s'habiller comme elles souhaitent.» Cette revendication est troublante, parce que le style vestimentaire choisi par nombre de femmes actuellement érotise fortement le corps. Que veulent-elles? Qu'on les admire ou qu'on cultive une indifférence de moine trappiste? Il y a une contradiction entre développer un look sexy et exiger qu'on n'y prenne pas garde.

C'est une illusion de croire que les choix vestimentaires des jeunes

des deux sexes sont libres: ils sont soumis à la dictature des marques de la mode, subissent diverses pressions communautaires. Les filles reproduisent, peut-être sans en être parfaitement conscientes, les codes esthétiques hypersexualisés, empruntés à des idoles de la mode, de la musique, du sport. Elles ne devraient pas trop s'étonner d'attirer les regards de jeunes mâles, pas forcément prédateurs. La contagion sociale fait que les jeunes gens cherchent moins à se distinguer qu'à se conformer à la loi du groupe, souvent par simple imitation, et parce qu'il est plus commode d'être semblable aux autres, extérieurement.

Ils sont rares les adolescents qui choisissent de se démarquer clairement du troupeau. Il y a quelque dix ans, un collégien de mon établissement, seize ans, possédait une garde-robe extravagante de richesse et d'originalité. Disons qu'elle ne laissait planer aucun doute sur l'orientation sexuelle du garçon. Un après-midi d'été,

soleil éclatant, il traversa la cour vêtu d'une longue robe moulante écarlate, dos nu, talons aiguilles. Le directeur fit venir le coquet en son bureau et lui tint à peu près ce langage: «J'admire ton élégance et ton audace. Tu as braqué les yeux de tous sur ta personne: l'opération est réussie. Mais il est hors de question que tu reviennes en classe demain dans cette tenue tapageuse.» Le prévenu s'inclina, sourit, et le lendemain il était costumé en

poète romantique avec un ample jabot ruisselant sur une élégante veste à festons.

La suprême élégance est de passer inaperçu, parce que le tact commande de ne pas choquer. Une personnalité affirmée n'a pas besoin de s'exprimer par des excentricités vestimentaires. Toutefois il est normal que certains ados, en pleine construction identitaire, cherchent à provoquer pour éprouver jusqu'où on peut aller trop loin. C'est aux adultes de placer des barrières et des poteaux indicateurs. Cela s'appelle l'éducation.

Chaque fois que revient sur le tapis le débat autour du vêtement, on évoque la possibilité de l'uniforme à l'école. Dans une société en mal de repères moraux et culturels, les avantages semblent évidents. L'uniforme crée l'égalité et, paradoxalement, exacerbe l'individualité. A l'armée, chacun a pu faire cette expérience: dans l'uniformité vestimentaire, les parties visibles du corps, mains et visage, sont plus expressives; elles soulignent puissamment la personnalité de chacun. Le regard n'est pas distrait par l'accessoire. L'instauration de l'uniforme scolaire se heurte à plusieurs difficultés. Contrairement aux pays anglo-saxons et au Japon, nous n'avons pas de tradition dans ce domaine. Le choix du style de l'uniforme risque de s'enliser dans de stériles discussions esthétiques et morales. Je ne suis pas *a priori* pour la cravate et la jupe plissée, mais si au terme des débats on aboutit à une monstruosité unisexe pseudo-consensuelle, autant maintenir l'état d'anarchie actuel.

Jean-Blaise Rochat

Il y a une contradiction entre développer un look sexy et exiger qu'on n'y prenne pas garde.

Déboulonner K?

Qui dit que *les Juifs se multiplient comme des poux*, que *la ville côtière anglaise de Ramsgate est pleine de Juifs et de puces*? Qui décrit une jeune femme comme un *petit monstre*, la *créature la plus hideuse que j'aie vue de ma vie*, avec une *répugnante physionomie juive*? Qui, désignant Ferdinand Lassalle, grand leader du socialisme allemand, parle du *Juif adipeux de Breslau*, d'un *négro-juif*, de notre *Youpin Braun*, du *plus barbare de tous les Youpins de Pologne*, dont la *forme de la tête et la texture des cheveux montrent qu'il descend des nègres qui se sont joints à la troupe de Moïse lors de l'Exode d'Égypte* – à moins que sa mère ou sa grand-mère du côté paternel n'aient eu des relations avec un Nègre? Qui dit de son gendre, Paul Lafargue, né d'une mère mulâtre et d'un père français juif, qu'il *possède la tare que l'on trouve en général dans la tribu des nègres: une absence totale de honte*? Un théoricien germano-raciste du XIX^e siècle?

On a envie de crier à ce sinistre individu: Eh K! Black lives matter! Jewish lives matter! Son buste érigé au cimetière de Highgate à Londres risque, d'être maculé de... rouge, à moins qu'on ne le déboulonne.

Or K, c'est Karl Marx, petit fils de rabbin, converti comme ses parents au luthéranisme, puis athée et révolutionnaire, l'un des plus grands philosophes utopistes de l'histoire, qui voulait émanciper l'humanité de toutes les contraintes pesant sur elle: *Dans une organisation communiste de la société, l'assujettissement à l'esprit borné du lieu et de la nation aura disparu [...] même les particularités naturelles du genre humain telles que les différences de race, peuvent être éliminées par l'histoire.*

On peut vouloir à la fois se passer des races ou des nations et partager jusqu'à la haine de soi les préjugés les plus répandus de son époque.

Avant de condamner qui que ce soit, les antiracistes honnêtes (il en existe probablement quelques-uns) feraient bien d'étudier l'histoire et les mœurs s'ils veulent éviter les anachronismes.

Jacques Perrin

Toutes les références des citations contenues dans cet article figurent dans l'excellent ouvrage de Pierre-André Taguieff: *L'émancipation promise*, Cerf 2019, au chapitre IV, *l'émancipation et la «Question juive» selon le jeune Marx*, pp 203, 236 et 237.



Le bon sauvage et le mauvais domestique

Le métissage entre les *domestiques* et les *sauvages* préoccupe le monde scientifique, qui y voit le risque d'un «remplacement génétique irréversible» amenant à un affaiblissement de la diversité ensuite de l'assimilation et donc de la probable disparition d'une de ces deux *sous-espèces*. Nous constatons toutefois que la civilisation devrait finalement triompher puisque ce sont les *sauvages* qui, à terme (on parle de deux ou trois cents ans), devraient s'assimiler aux *domestiques*.

LE COIN DU RONCHON

Ce thème a fait l'objet d'un article dans *24 heures* du 29 septembre. Il nous a semblé digne d'être retenu car nous savons que les histoires de chats rencontrent toujours un écho très favorable chez les lectrices et les lecteurs. Par ailleurs, nous nous réjouissons de voir les chercheurs se pencher sérieusement sur les difficultés du *vivre ensemble* – entre *Felis silvestris* (le chat sauvage) et *Felis catus* (le chat domestique). Enfin, le sujet est d'actualité après le dernier

dimanche de votations où la Suisse urbaine a réussi à «imposer sa vision de la biodiversité» (selon les termes employés par le journal *Le Temps*), consacrant ainsi le principe selon lequel les décisions concernant la nature sont prises par ceux qui la connaissent le moins. Or donc, ce que les biologistes constatent, c'est que le premier danger pour les chats sauvages ne vient pas de la chasse pratiquée par les humains, mais bien plutôt de la proximité de leurs propres «cousins». En d'autres termes, *le chat est un loup pour le chat* (comme l'aurait dit Hobbes, le tigre de Calvin). Et pas seulement pour le chat puisque, selon diverses études, «les chats domestiques tuent environ 324 millions de petits animaux par an» et représentent ainsi «une calamité envahissante pour la biodiversité».

Les histoires de chats plaisent aux lectrices et aux lecteurs... à condition qu'on dise du bien des chats. Or on constate que c'est difficilement possible, sauf à fermer les yeux sur un des pires génocides de l'histoire de l'humanité. Conclusion: il vaut mieux que *La Nation* continue de parler de sujets institutionnels compliqués, ce sera plus simple.